

505 L17165 / 8

4555

(1941-1942)

A

V. D. 9241: Subvention accordé chaque
année à ces deux Orphelinats

Fusion de l'Orphelinat des Chemins de fer français
(fondation Flamand) et de l'Orphelinat National des Che-
mins de fer de France et des Colonies.

(s) C.A. 5.11.41 12 VII
(s) C.A. 29. 7.42 7 VII

Fusion de l'Orphelinat des Chemins de fer français (fondation Flamand)
et de l'Orphelinat National des Chemins de fer de France et des
Colonies.

29 juillet 1942

4555

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 29 juillet 1942

Fusion des deux Orphelinats.-

QUESTION VII - Subvention, pour 1942, à l'Orphelinat
des Chemins de fer de France et des Colonies.

Sténo (p.7)
Pas de P.V.

J'observe, toutefois, que la dualité de ces deux organismes ne se justifie pas beaucoup et je pense que la charte du travail permettra peut-être de rechercher leur fusion.

La part de la S.N.C.F. dans les recettes globales de ces Orphelinats ne cesse d'augmenter. Par exemple, pour l'Orphelinat National, la part de la Société Nationale était de 311.000 fr en 1939 pour des recettes de 2.430.000 fr, soit à peu près le 1/8ème. Elle en représente le 1/3 en 1941 puisqu'elle s'élève à 400.000 fr pour un total de recettes de 1.245.000 fr. Ceci me paraît de nature à faciliter la fusion entre les deux organismes dont je viens de parler.

5 novembre 1941

4555

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 5 novembre 1941

Fusion des Orphelinats.-

QUESTION VII - Subventions aux Sociétés Mutualistes
d'agents pour 1941.

P.V. (p.5)

M. LE PRESIDENT propose de reconduire en 1941 les subventions allouées en 1940. Le total des sommes ainsi accordées s'élèverait à 247.500 fr, imputables sur le crédit global de 1.900.000 fr ouvert à cet effet au budget de l'exercice. Mais il ne s'agit là que d'une mesure transitoire justifiée par les circonstances. Les Services procéderont, pour 1942, à une révision d'ensemble et examineront notamment la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de supprimer les subventions allouées aux Sociétés dont l'importance est trop faible ou d'inciter ces Sociétés à fusionner entre elles.

M. LIAUD estime que cette fusion pourrait être utilement étendue aux deux Orphelinats, l'Orphelinat des Chemins de fer français (Fondation Flamand) et l'Orphelinat de la Fédération Nationale.

M. LE BESNERAIS fait remarquer que ces deux Oeuvres sont, l'une et l'autre, déjà très importantes. En tout état de cause, ce n'est pas à la S.N.C.F. qu'il appartiendrait, le cas échéant, de prendre l'initiative de leur fusion.

Le Conseil approuve les subventions.

.....

M. LIAND. - A l'avant-dernier alinéa du rapport de M. le Directeur Général, il est indiqué que "le crédit prévu à ce chapitre du budget de 1941 est de 1.900.000 fr, mais une somme de 1.500.000 fr est réservée à l'Orphelinat des Chemins de fer Français (Fondation Flamand)". Je rappelle qu'il n'existe pas un, mais deux Orphelinats des Chemins de fer. A ce propos, il serait peut-être opportun, en raison des circonstances et de la dualité des frais de gestion, d'envisager leur fusion, dans le sens indiqué par M. LE PRÉSIDENT.

M. LE PRÉSIDENT. - Mon observation s'applique aux petites Sociétés, car il y a intérêt pour le personnel à avoir un petit nombre d'oeuvres puissantes, plutôt qu'une poussière d'organismes sans grands moyens d'action. Mais elle ne s'applique pas aux deux Orphelinats qui constituent déjà, l'un et l'autre, deux organisations très importantes.

M. LE PRÉSIDENT. - Leur fusion est évidemment possible. Mais à l'inverse du cas des petites Sociétés, à l'égard desquelles il est normal que nous prenions l'initiative de les inciter à fusionner, afin de réduire des frais généraux exagérés, il ne nous appartient pas de provoquer une telle mesure à l'égard des deux Orphelinats qui constituent des œuvres en pleine activité. Il leur appartient, le cas échéant, de réaliser cette fusion d'un commun accord. Si tel est leur vœu, nous aurons dû l'accueillir, mais nous nous devons de n'exercer aucune pression à cet égard.

M. LE PRÉSIDENT. - Cette fusion doit être, en effet, librement décidée par les deux organismes en question.

M. LIAND. - La fusion serait conforme à l'esprit de la législation nouvelle sur l'organisation professionnelle.

M. CRISPANT. - Elle semble, en effet, conforme à cet esprit et de nature à contribuer à l'unité morale de notre personnel.

M. LE DESHERAIS. - A certains égards, la fusion est souhaitable mais, à d'autres, le maintien de deux organismes entre lesquels existe une certaine rivalité, peut présenter aussi un intérêt.

M. LAURENT-ARTHALIN. - Mais il faut un président, un trésorier, des secrétaires pour chacune des Sociétés.

M. LE PRESIDENT. - Il faut tenir compte, avant tout, de l'attachement du personnel à ces différentes œuvres qui sont faites exclusivement pour lui. A cet égard, il est assez délicat d'exercer une pression sur une Association pour lui imposer de fusionner avec une autre; si cette fusion n'est pas réalisée du plein gré des intéressés, elle peut aboutir à une désaffection générale des adhérents. Toutefois, dans l'intérêt même du personnel, nous sommes fondés à exiger que les œuvres que nous aidons présentent une certaine surface, de façon à éviter un émiettement des efforts et des subsides préjudiciable à leur bon rendement.

.....